

# Gers : évolutions démographie, logement, emploi

## Analyses comparées des recensements INSEE de la population de 2008 et 2013

Décembre 2017

### Introduction

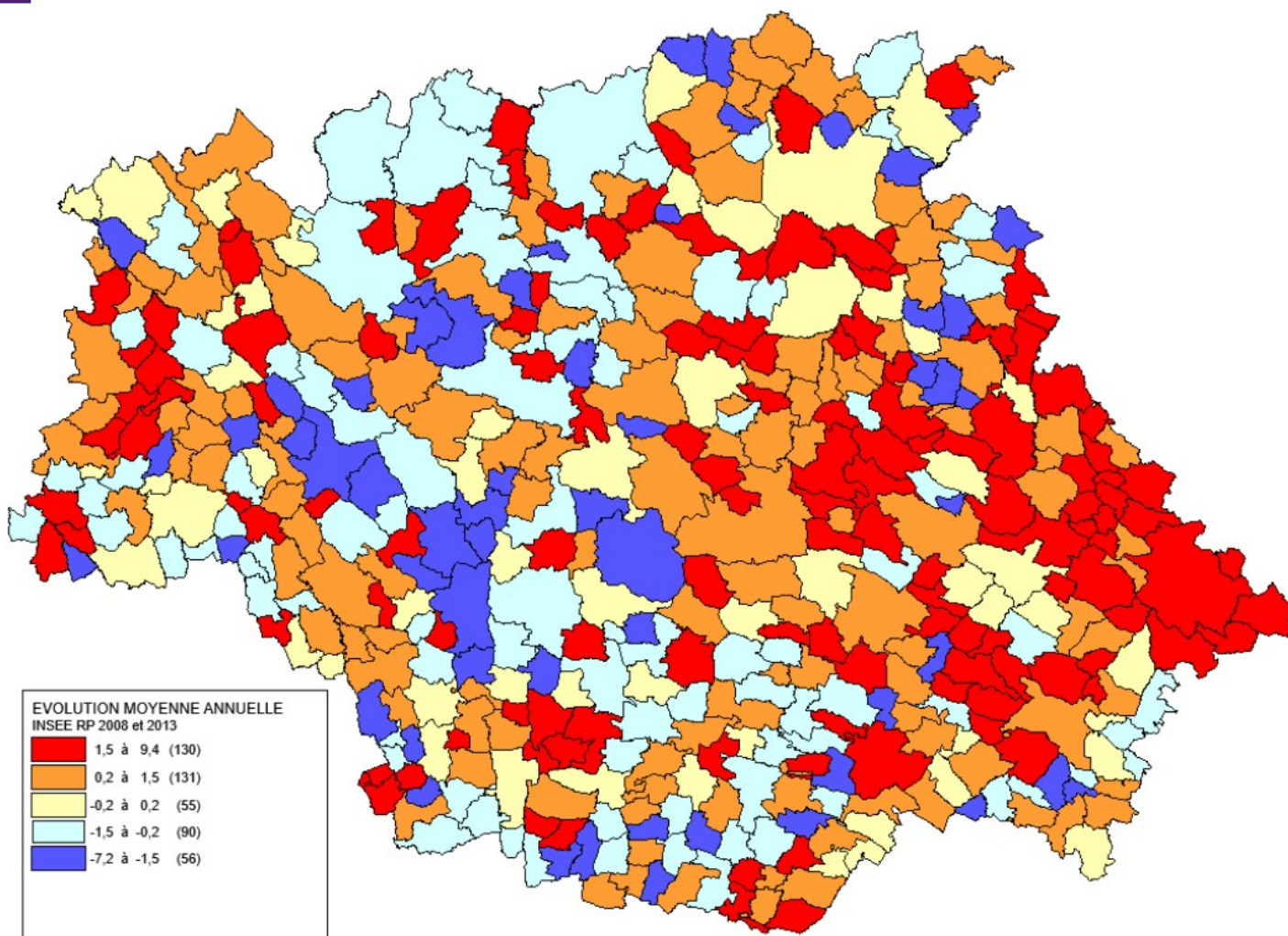
Ce travail qui s'appuie sur les millésimes 2008 et 2013 des recensements de l'INSEE, a pour objectif de mettre l'accent sur quelques enseignements généraux liés à la démographie, au logement et à l'emploi dans le Gers. Loin d'un panorama complet de ces thèmes, nous proposons ici, de façon simple et synthétique quelques constats qui nous paraissent significatifs et représentatifs des dynamiques du territoire.

Cette première approche peut être complétée en approfondissant l'analyse, la réflexion et la valorisation des multiples données disponibles, afin de partager la connaissance avec l'ensemble des partenaires et des acteurs du territoire.

### Population

#### Des évolutions démographiques différenciées sur le territoire

La population du Gers est passée de 185 266 habitants en 2008 à 190 276 habitants en 2013, soit une augmentation de 5 010 habitants (+2,7%). Sur cette période, 146 communes voient leur population diminuer, 55 restent relativement stables et 261 connaissent une croissance démographique.



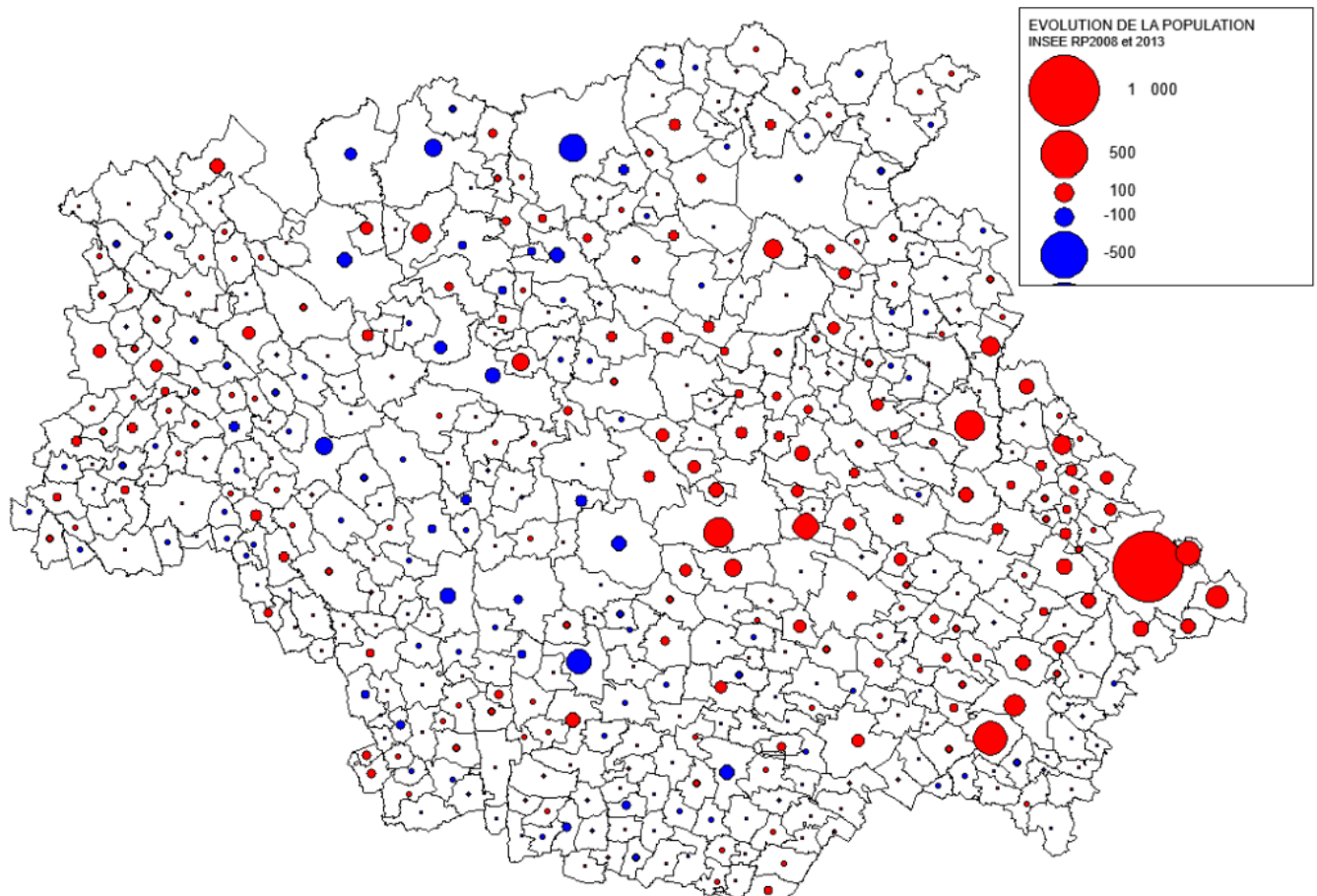
Evolution moyenne de la population entre 2008 et 2013, en %

La variation annuelle moyenne pour le département est de +0,54 % entre 2008 et 2013. Ce taux est inférieur à celui de la région Occitanie (+1%) mais très proche de celui de la France entière (+0,5%). Il était pour le Gers de +0,8 % entre 1999 et 2008. Le tassement relatif de la croissance démographique départementale s'explique par l'inflexion du taux de croissance dû au solde migratoire (+1,1 % par an entre 1999 et 2008 et 0,8 % entre 2008 et 2013), alors que le solde naturel est constant depuis 1975 (-0,3%).

Les plus fortes pertes de population sont observées sur les communes de Condom (-190), Mirande (-153), Aignan(-90), Montréal, Bassoues, Vic-Fezensac, Masseube, Valence sur Baïse et Eauze.

La croissance démographique est essentiellement concentrée sur la partie est du département mais aussi, plus modestement, à la frange ouest du Gers.

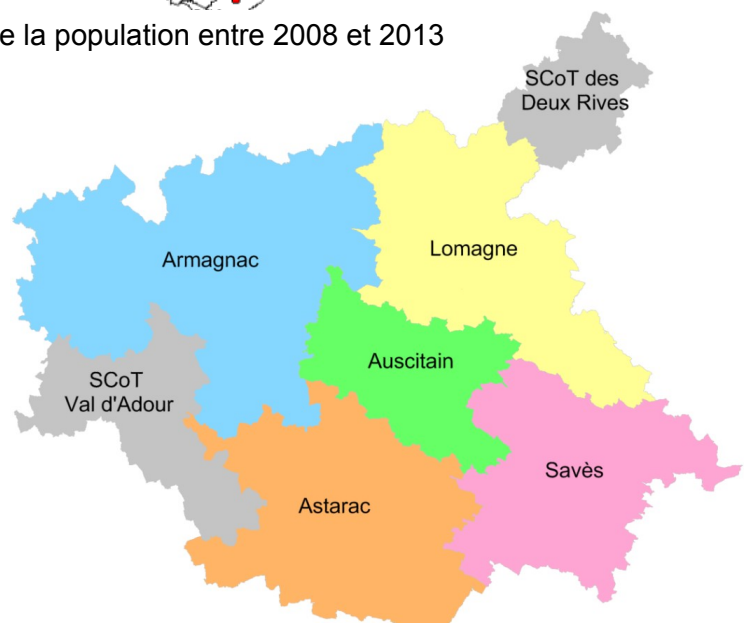
Les communes de L'Isle Jourdain (+997), Lombez (+266), Auch (+218) et Mauvezin (+217) sont celles où sont observés les gains de population les plus importants.



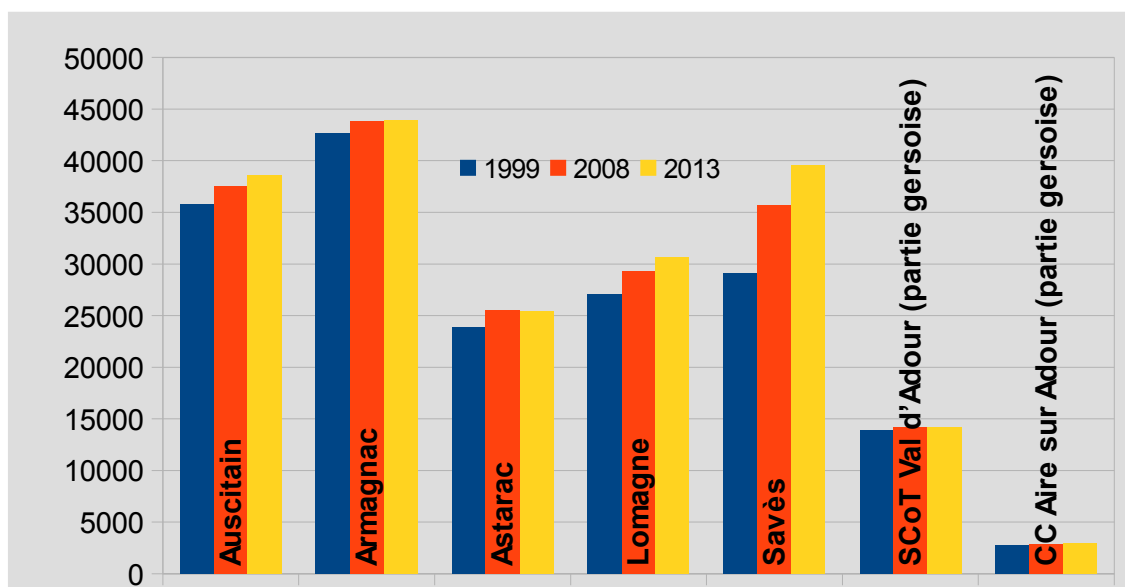
Evolution de la population entre 2008 et 2013

### L'analyse par composante du SCoT de Gascogne

La déclinaison des dynamiques par composante du SCoT de Gascogne paraît intéressante, compte tenu de l'élaboration en cours de ce SCoT. L'analyse met en évidence une amplification de la disparité du poids démographique des différentes composantes du SCoT dans le temps.



Les composantes du SCoT de Gascogne (parties colorées)



Evolution de la population par territoire de SCoT

Le territoire **Auscitain** comptait 38 612 habitants en 2013, soit 1 095 de plus qu'en 2008 et 2 823 de plus qu'en 1999. Avec un rythme moyen annuel de croissance de 0,56 % par an, inférieur à la moyenne départementale\* 0,81 %, c'est le seul territoire à maintenir une dynamique constante sur la période 1999-2013.

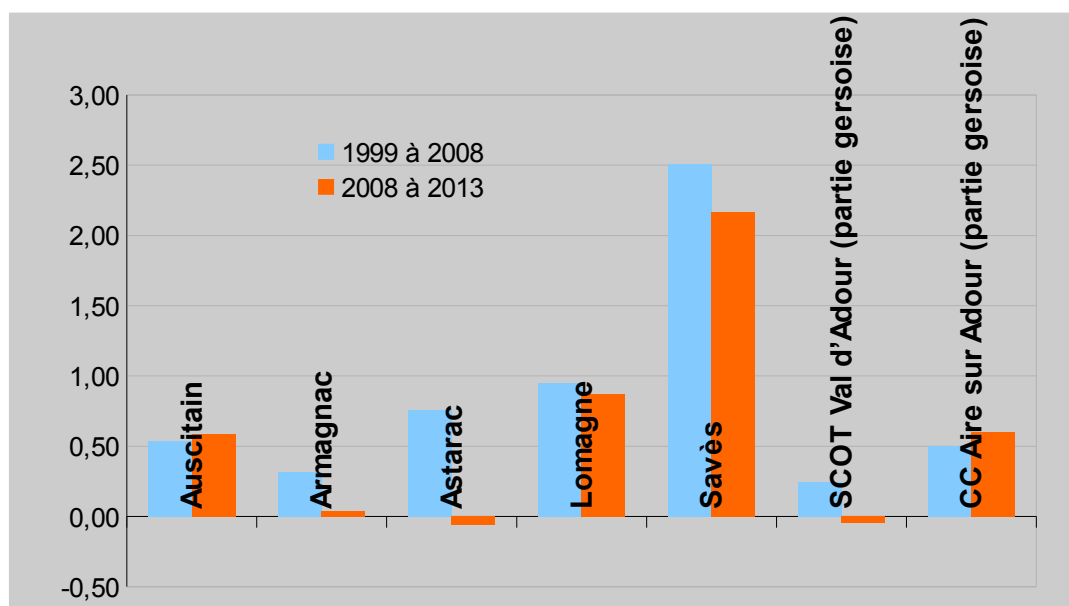
\* avec Fontenilles

L'**Armagnac**, composante la plus peuplée, comptait 43 907 habitants en 2013, soit 83 de plus qu'en 2008 et 1 289 de plus qu'en 1999. La faible dynamique de croissance (moyenne annuelle 0,2%) s'essouffle et est bien inférieure à la moyenne départementale.

L'**Astarac**, composante la moins peuplée, comptait 25 428 habitants en 2013, soit 1 549 de plus qu'en 1999 mais 76 de moins qu'en 2008. Une des plus faibles dynamiques de croissance des composantes avec même une régression depuis 2008.

La **Lomagne**, avec 30 606 habitants en 2013 a vu sa population augmenter de 2 317 habitants en 2008 puis de 1 276 en 2013. Son évolution moyenne annuelle, 0,95 %, est supérieure à la moyenne départementale et relativement stable entre chaque recensement.

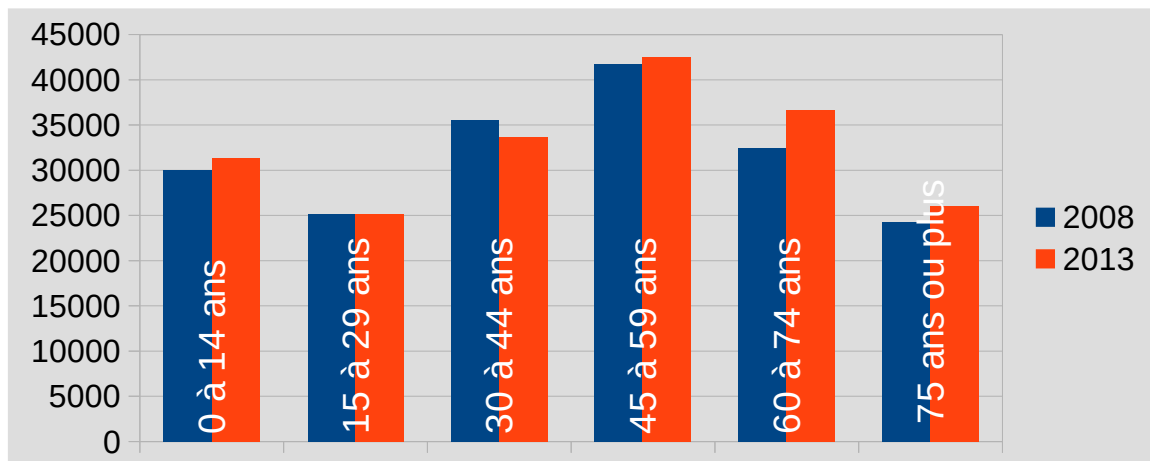
Le **Savès**, avec 39 575 habitants en 2013, est la composante qui a vu sa population augmenter le plus fortement, 3 867 de plus qu'en 2008 et 10 442 de plus qu'en 1999. Cette progression annuelle moyenne de 2,56 % est plus de 3 fois supérieure à celle du département.



Evolution moyenne annuelle de la population par territoire de SCoT

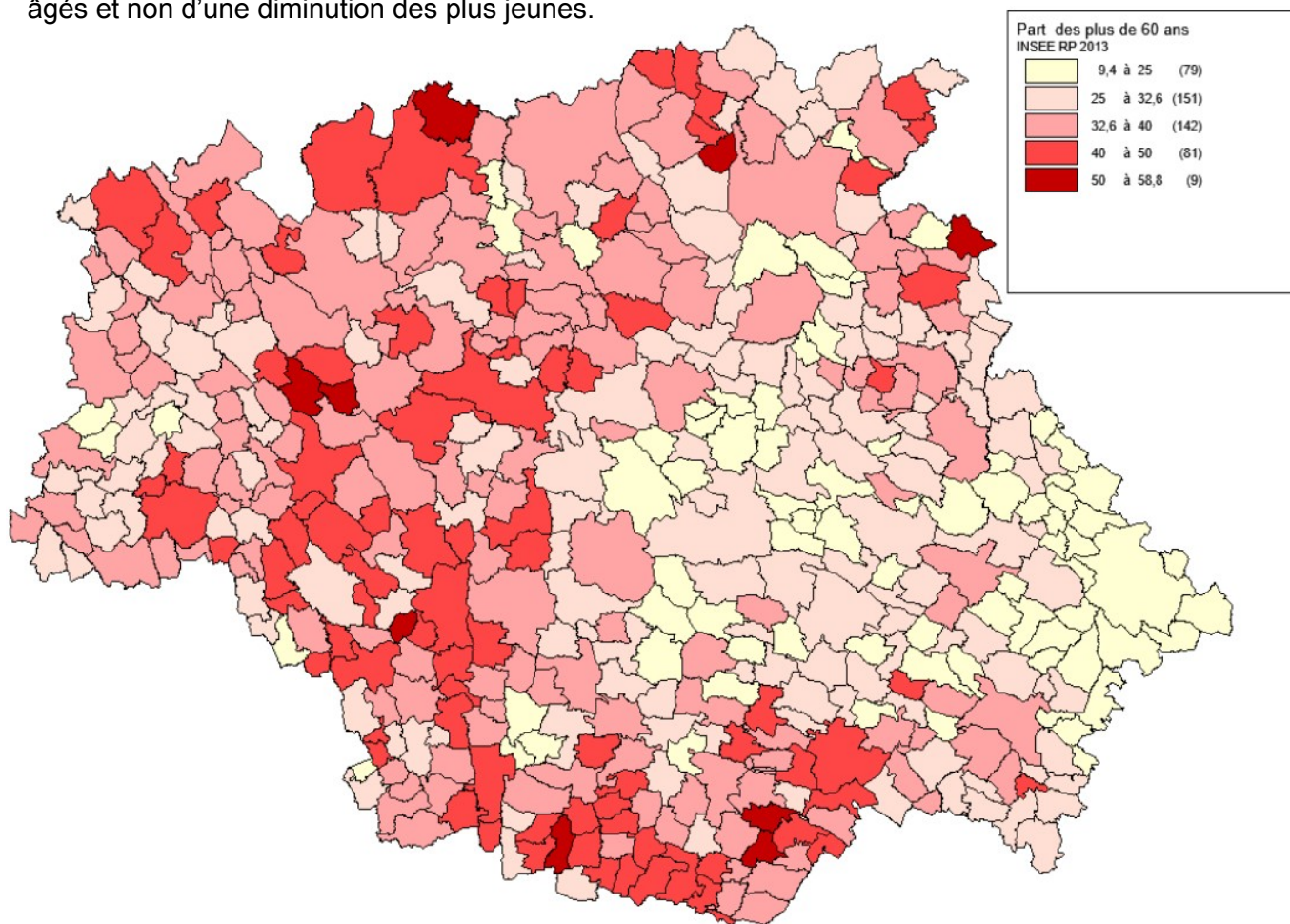
## Une population plutôt vieillissante

La croissance démographique du département touche quasiment toutes les tranches d'âges exceptée celle des 30 - 44 ans qui connaît une baisse assez significative (-5,15 %). Cette croissance bénéficie plus particulièrement aux classes d'âges des plus de 60 ans (+10,56 %), mais aussi, à un degré moindre, aux moins de 14 ans (+4,57 %). La tranche des 15 - 29 ans reste stable (+0,05%) tout comme celle des 45 – 59 ans (+1,83%).



Population du Gers par tranches d'âges

Le facteur du vieillissement démographique résulte donc de l'accroissement du nombre des plus âgés et non d'une diminution des plus jeunes.



Part des plus de 60 ans dans la population, en %

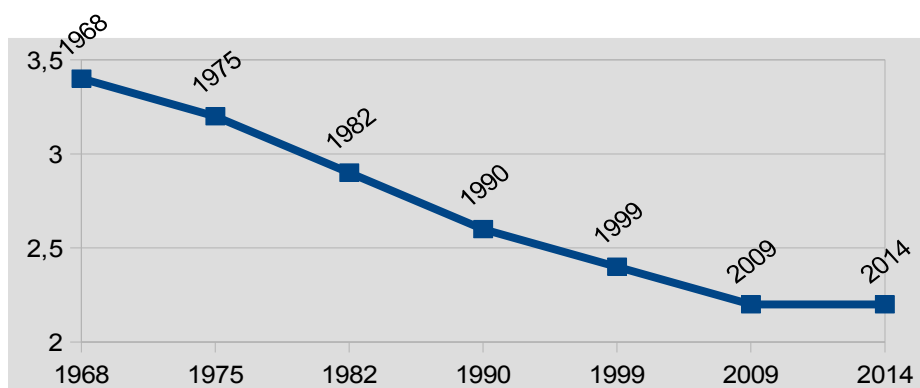
La part des 60 ans ou plus, représente 32,07 % de la population en 2013, (29,98 % en 2008), contre 27,1 % en Occitanie et 24 % sur la France entière. Elle est plus importante sur « l'arc ouest-sud » du département où la croissance démographique est la plus faible. Cependant les évolutions les plus marquées sont sur l'axe nord-sud et l'est du département.

### Une croissance du logement supérieure au gain de population

En 5 ans le Gers a gagné un peu plus de 5000 habitants. Durant la même période l'accroissement du parc de logements est d'environ 7200 unités. Le ratio qui en résulte est de 1,44 logement par nouvel habitant. Cette évolution se caractérise par :

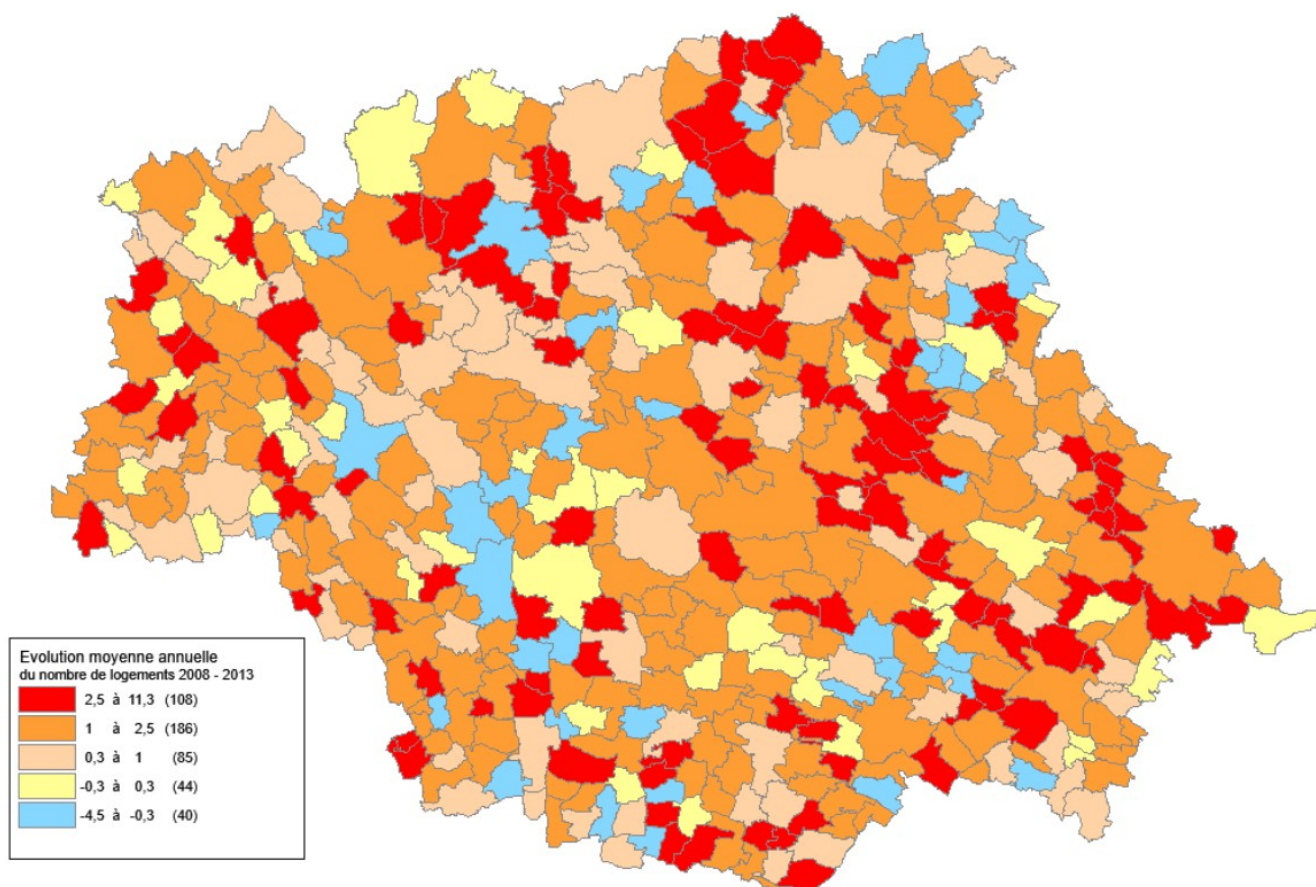
- une diminution constante de la taille des ménages
- un accroissement du parc de résidences secondaires (+ 530)
- un accroissement du nombre de logements vacants + 29 % en 5 ans, dépassant les 11 000 unités

Le nombre total de logements est passé de 99 389 en 2008 à 106 654 en 2013, soit une augmentation de 7175 (+7,2%).



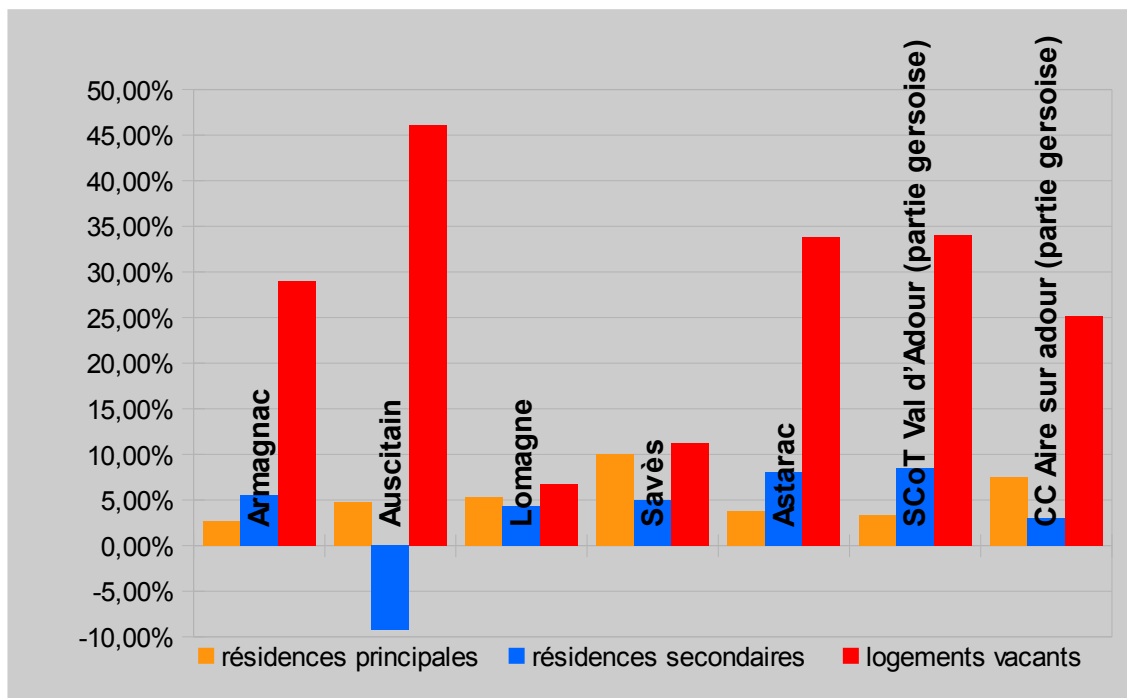
Evolution de la taille moyenne des ménages dans le Gers (personnes par ménage)

Dans le Gers, la réduction de la taille des ménages se fait dans des proportions similaires à celles en cours au niveau régional et national.



Evolution moyenne annuelle du nombre de logements entre 2008 et 2013 en %

Les dynamiques d'évolution du logement ne présentent pas de spécificités sectorielles, mais sont différenciées sur l'ensemble du département.



Evolution relative du parc de logements entre 2008 et 2013

De 2008 à 2013, le nombre de résidences principales augmente de 2,5 % à un peu plus de 5 % sur l'ensemble des composantes du SCoT de Gascogne, à l'exception du Savès où la croissance est de 10 %.

Compte-tenu de leur nombre réduit, la croissance du nombre de résidence secondaires ne présente pas d'enjeu significatif. Toutefois, la baisse de près de 10 % pour l'Auscitain est à noter.

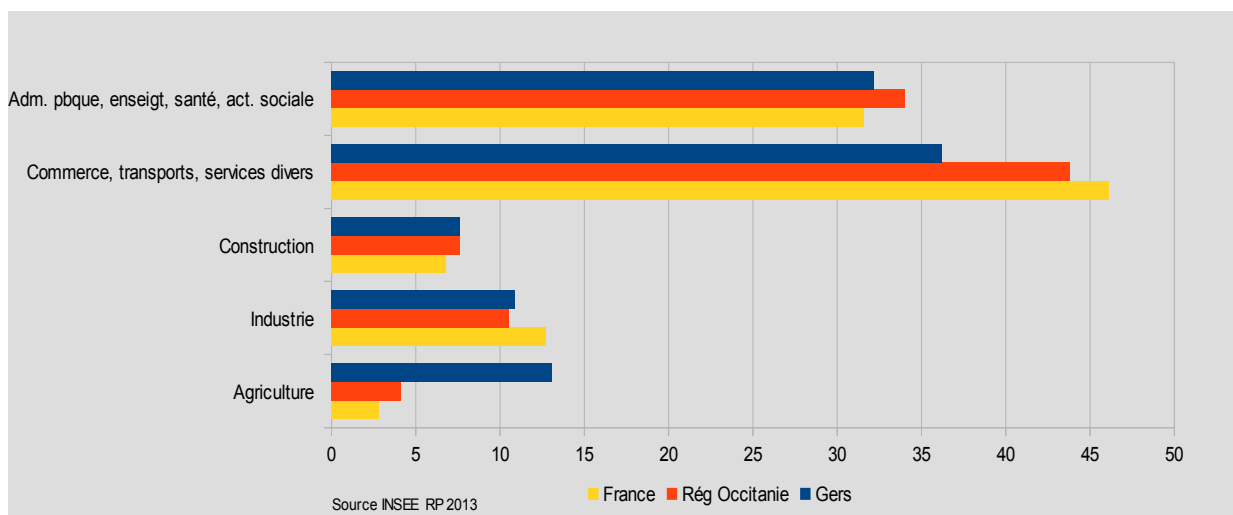
Par contre l'explosion de la croissance des logements vacants, sauf pour la Lomagne et le Savès, signe une problématique à prendre en considération.

Il serait presque un lieu commun de considérer que le département du Gers est un territoire sans dynamique et vieillissant, mais la réalité est plus complexe et nuancée que cela. Malgré la crise de 2008, l'emploi en 2013 dans le Gers ne régresse pas, avec 755 emplois gagnés en 5 ans. Le nombre d'actifs croît de manière plus importante que l'ensemble de la population et que le nombre d'emplois, ce qui indique que les nouveaux arrivants font partie des classes d'âge potentiellement en activité. De ce fait, le taux de chômage tend à croître, mais reste inférieur à celui de la région Midi-Pyrénées et de la France.

Chiffres clés et évolution population, emploi et chômage

	2008	2013	Taux de variation 2008 / 2013
Population municipale – habitant·es	185 266	190 276	2,70%
Population active totale – habitant·es	80 623	83 720	3,84%
Emplois totaux (salarié·es et non salarié·es) - nombre	69 909	70 664 dont 77,8 % de salarié·es	1,08%
Chômage (nbre au sens du recensement INSEE)	6 783	8 415	24,06%
Taux de chômage	8,40%	10,10%	1,70%

**L'emploi par secteur d'activité**



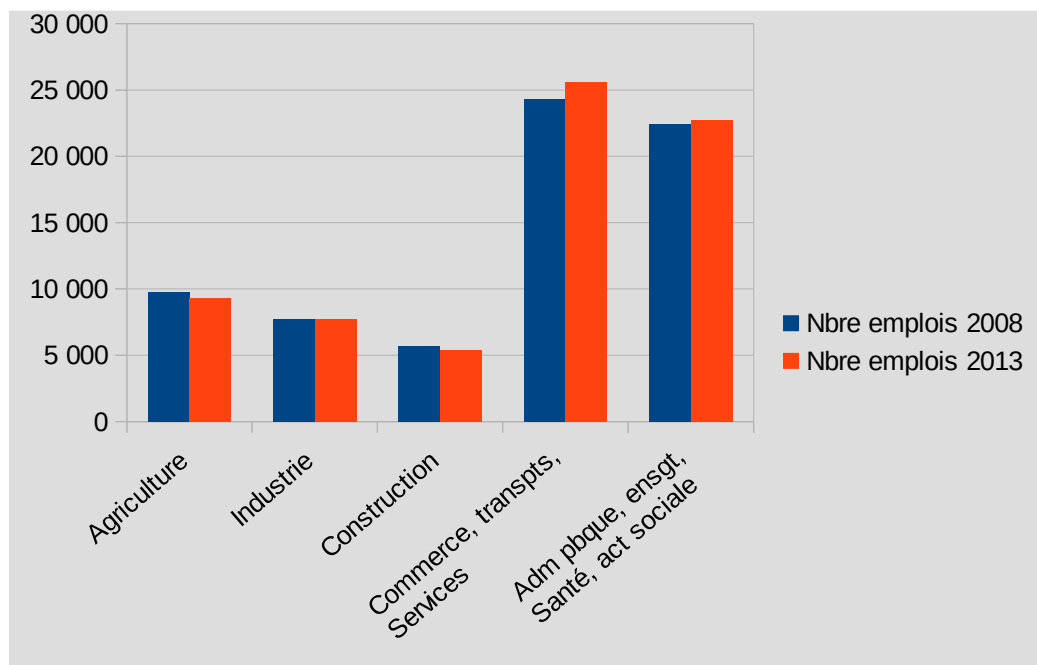
Répartition de l'emploi total en 2013, par secteur d'activité, en %

La répartition de l'emploi total par grand secteur d'activité dans le Gers, présente deux spécificités par rapport à celle de la région Occitanie et de l'ensemble de la France :

- un taux d'emploi dans le secteur de l'agriculture beaucoup plus important ;
- un taux d'emploi dans le secteur commerce, transports et services nettement moins important.

Gers	Nbre emplois 2008	Nbre emplois 2013	Variation
Ensemble	69 909	70 664	1,08%
Agriculture	9 767	9 290	-4,88%
Industrie	7 750	7 713	-0,48%
Construction	5 652	5 363	-5,11%
Commerce, transports, services divers	24 322	25 570	5,13%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	22 417	22 727	1,38%

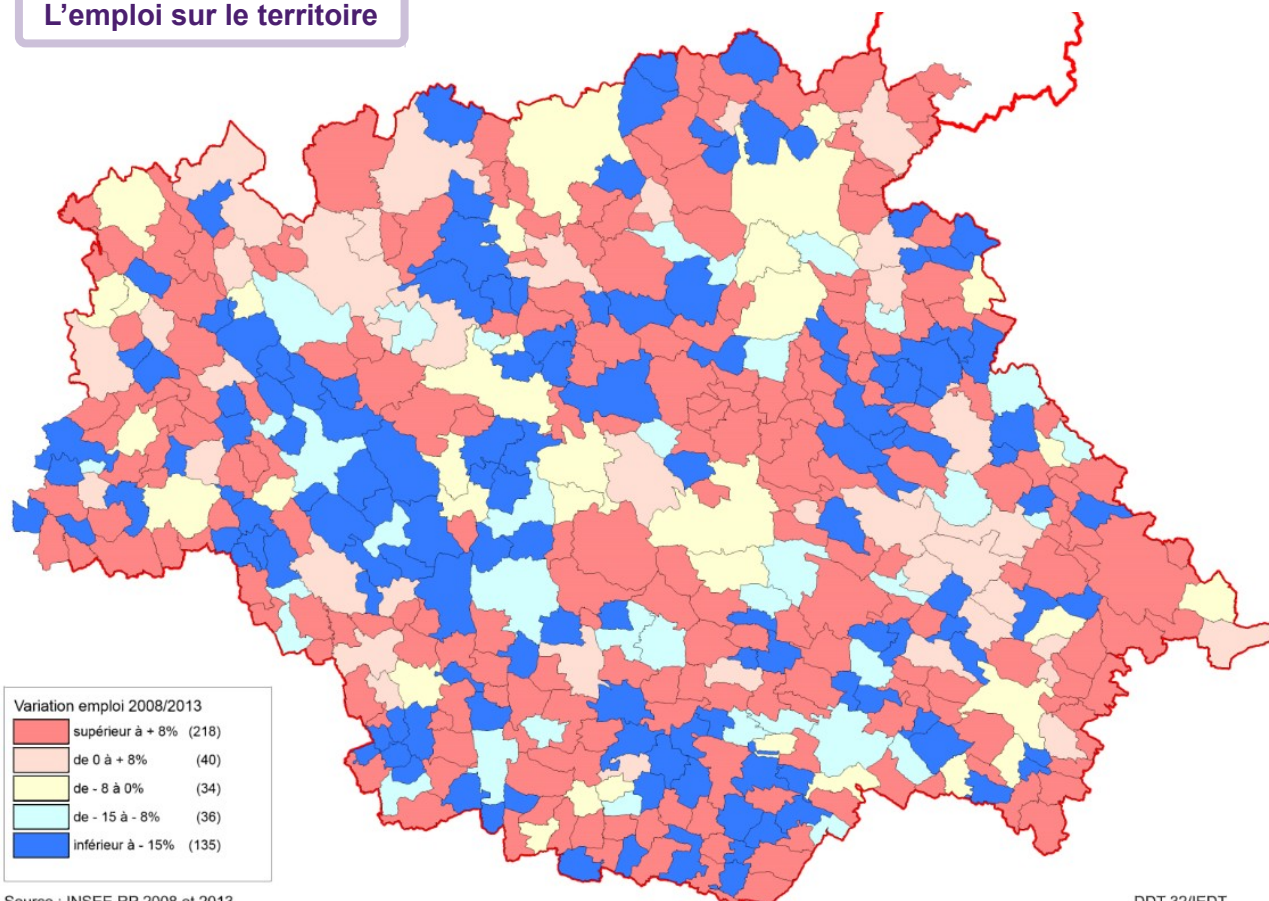
Variation des emplois entre 2008 et 2013 par secteur d'activité



Répartition de l'emploi total en 2008 et 2013

Les secteurs de l'agriculture et de la construction connaissent une régression sensible de l'emploi. Le secteur industriel est quasiment stable, le secteur administratif progresse légèrement alors que le secteur commerce, transport, services est en hausse sensible.

### L'emploi sur le territoire



Source : INSEE RP 2008 et 2013

DDT 32/IEDT

Variation de l'emploi total entre 2008 et 2013



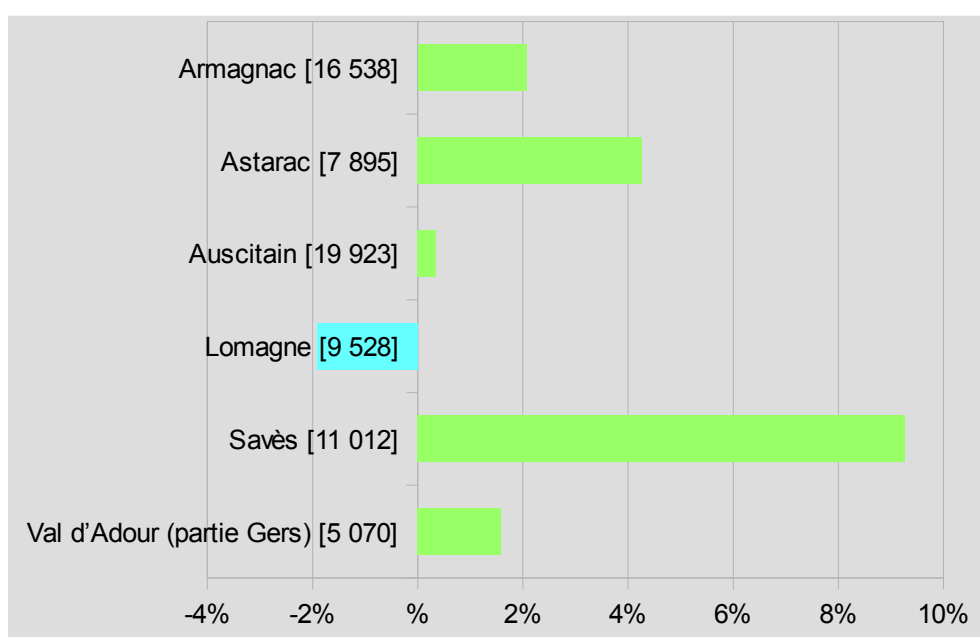
Entre 2008 et 2013, 205 communes gersoises perdent de l'emploi, alors que 258 en gagnent. Parmi les pôles qui en perdent le plus, se trouvent Barcelonne-du-Gers, Plaisance, Jegun, Saint-Mont, Gondrin, Lectoure, Fleurance. Auch en perd 1,10 %, ce qui représente tout de même 181 emplois.

Parmi les pôles qui gagnent le plus d'emplois, figurent Saint-Germé, Viella, Monferran-Savès, Castéra-Verduzan, Lombez, Preignan, Seissan, L'Isle-Jourdain, Castelnaud-d'Auzan, Saint-Blancard, Eauze...

Contrairement aux schémas convenus, la création d'emplois est loin de se localiser seulement dans l'est du département, mais se répartit sur l'ensemble du territoire, à l'exception de quelques zones de déprise, elles aussi disséminées sur la quasi-totalité du Gers.

Le taux de chômage dans le département du Gers était de 8,4 % en 2008 et de 10,1 % en 2013, soit une augmentation de 1632 demandeurs d'emploi sur la période. En 2013, le taux de chômage était de 12,7 % dans la région Midi-Pyrénées et 13,6 % en France.

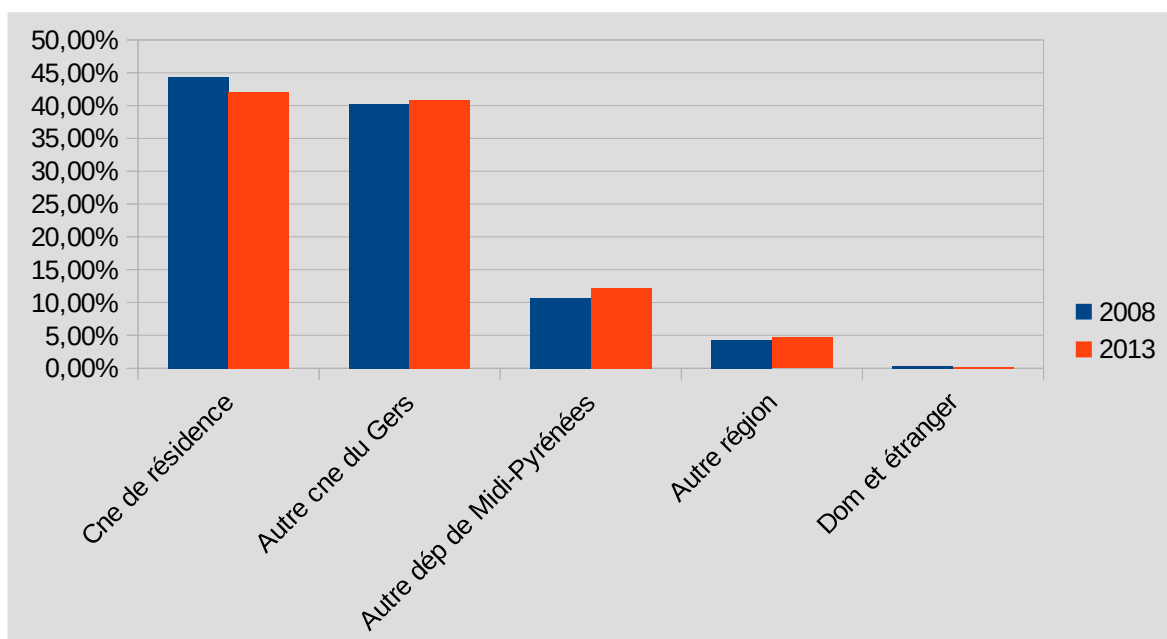
### L'évolution par territoire de SCoT (Partie Gersoise)



Evolution du nombre d'emplois 2008-2013 [nombre d'emplois en 2013]

Une analyse à l'échelle des composantes du SCoT de Gascogne montre que seule la Lomagne perd des emplois entre 2008 et 2013 (-186 emplois). Les autres sous-composantes du SCoT connaissent une progression de l'emploi : 0,35 % pour l'Auscitain, 2 % pour l'Armagnac et d'une manière plus importante 4 % pour l'Astarac et 9 % pour le Savès. La partie Gersoise du Val d'Adour, qui ne fait pas partie du SCoT de Gascogne, connaît aussi une progression de presque 2 %.

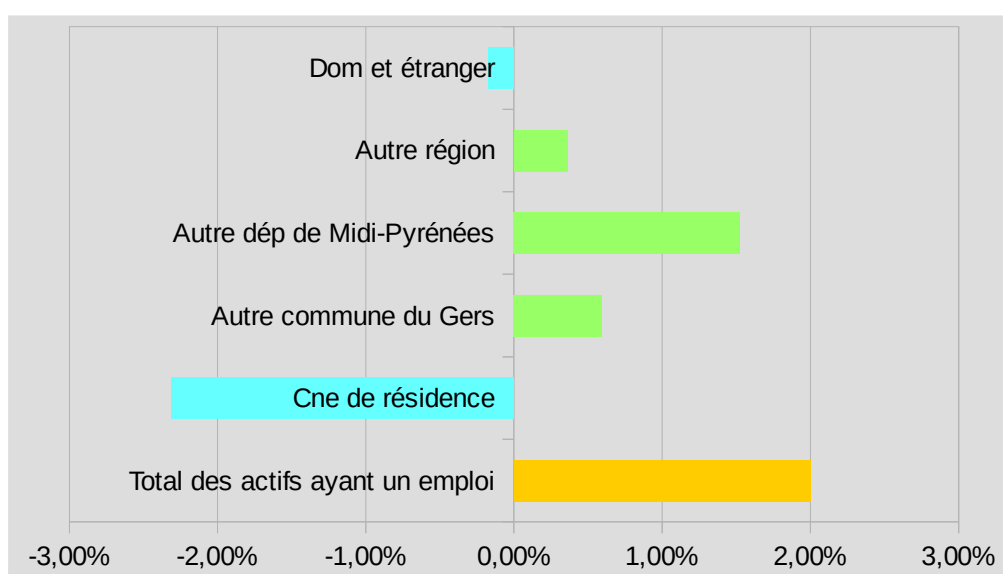
## Un découplage croissant entre les lieux de résidence et les lieux de travail



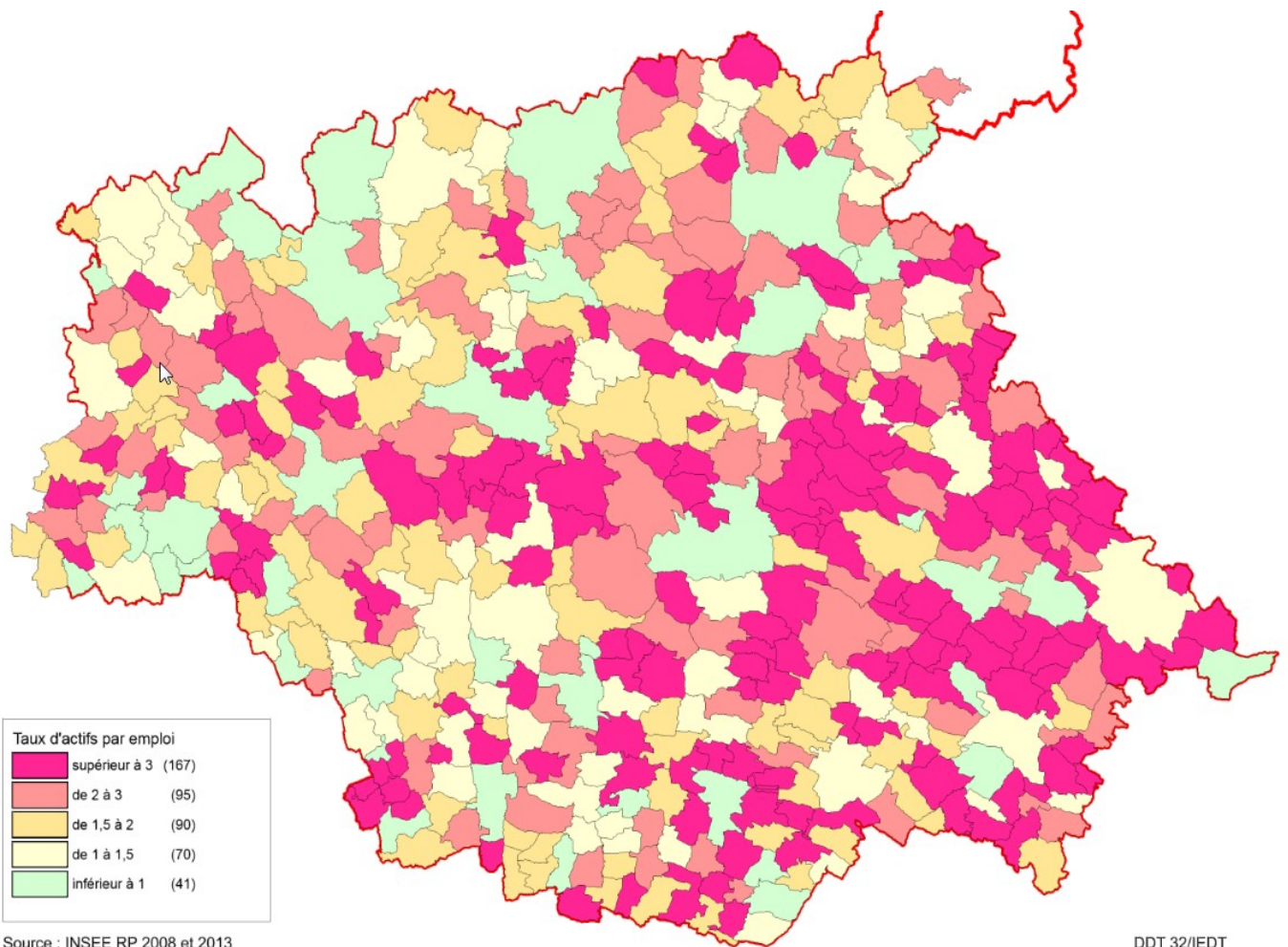
Actifs par lieu de travail en 2008 et 2013

En 2008, 44,39 % des actifs résidant dans le Gers avaient un emploi dans leur commune de résidence. La part de ces actifs « sédentaires » n'est plus que de 42,08 % en 2013.

La part des actifs gersois travaillant dans un autre département de Midi-Pyrénées augmente de 1,52 % entre 2008 et 2013. La tendance à un découplage entre le lieu de résidence et le lieu de travail amorcée dans les années 1970 avec le début de la péri-urbanisation se poursuit encore aujourd'hui. Cependant, la part des actifs travaillant dans une autre commune du Gers est restée quasiment stable sur cette période, comme celle des actifs travaillant dans une autre région.



Variation entre 2008 et 2013 des actifs selon le lieu de travail et variation des actifs ayant un emploi



Source : INSEE RP 2008 et 2013

DDT 32/IEDT

### Taux d'actifs par emploi en 2013

Les communes qui présentent un faible taux d'actifs par emploi (proportion importante d'emplois par actif) sont réparties assez uniformément sur le département et ne sont pas concentrées sur l'est, comme cela pourrait être supposé.

En 2013, le Gers comptait 83 720 actifs (INSEE RP) et 70 664 emplois, ce qui représente 1,18 actif par emploi.

Cette analyse comparée des millésimes de recensement de l'INSEE 2008 et 2013 confirme certains constats établis précédemment. Ainsi la croissance démographique exclusivement issue de l'excédent migratoire se poursuit, avec cependant un léger tassement par rapport à la période de 1999 à 2008. Le solde naturel présente un déficit constant (-0,3 % par an) depuis 1975. Le vieillissement de la population et la réduction de la taille moyenne des ménages constituent une tendance lourde et durable.

Les données 2013 viennent confirmer la tendance d'un fort accroissement du parc de logements : dans le Gers, il se construit plus de logements que l'on ne gagne d'habitants. Une des principales incidences de ce découplage est l'accroissement important du nombre de logements vacants.

Loin de l'image d'un département en déprise économique, l'emploi se maintient, en particulier dans le domaine des commerces et services. Le taux de chômage augmente pour se rapprocher de la moyenne régionale et nationale. La mobilité des actifs est en croissance, ils sont de plus en plus nombreux à quitter leur commune de résidence pour se rendre sur leur lieu de travail. Pourtant l'idée d'un département qui serait de plus en plus dépendant de pôles extérieurs est globalement infondée.

Ces constats ne sont pas uniformes sur tout le territoire gersois. La force et la dynamique des pôles structurants continue de s'imposer, alors que le décrochage des campagnes les plus isolées se poursuit. Les plus fortes mutations sont observées dans les couronnes autour des pôles principaux. Ce phénomène mérite une attention particulière, notamment dans le cadre de la réalisation du SCoT de Gascogne.

#### *Note méthodologique (Source INSEE) :*

*Le recensement repose désormais sur une collecte d'information annuelle, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements.*

*En cumulant cinq enquêtes, l'ensemble des habitants des communes de moins de 10 000 habitants et 40 % environ de la population des communes de 10 000 habitants ou plus sont pris en compte. Les informations ainsi collectées sont ramenées à une même date pour toutes les communes afin d'assurer l'égalité de traitement entre elles. Cette date de référence est fixée au 1<sup>er</sup> janvier de l'année médiane des cinq années d'enquête pour obtenir une meilleure robustesse des données.*

*Les cinq premières enquêtes de recensement ont été réalisées de 2004 à 2008. Ainsi, à partir de fin 2008, il a été possible d'élaborer puis de diffuser les résultats complets du recensement millésimé 2006, date du milieu de la période. Depuis lors et chaque année, les résultats du recensement sont produits à partir des cinq enquêtes annuelles les plus récentes : abandon des informations issues de l'enquête la plus ancienne et prise en compte de l'enquête nouvelle.*

Publication réalisée en décembre 2017 par la Direction Départementale des Territoires du Gers  
Pôle Information, Expertise et Développement des Territoires  
Responsable : Sandrine Aubié-Legendre

Chargés de l'étude : Marc Pérez et Philippe Espinasse  
Contacts : 05 62 61 46 02 ou 05 62 61 46 25 - [ddt-iedt@gers.gouv.fr](mailto:ddt-iedt@gers.gouv.fr)

Sources : Recensement INSEE 2008 et 2013

